

EXPRESSION DES GROUPES POLITIQUES DU CONSEIL GÉNÉRAL

NON À UNE TAXE SUPPLÉMENTAIRE !

Pour tenter de contrer la flambée de l'immobilier et permettre aux ménages aux revenus modestes d'accéder à la propriété, le Conseil Général de la Gironde a initié la création d'un Établissement Public Foncier Local (EPFL).

Il s'agit d'une structure départementale de portage dotée de moyens financiers pour acheter des terrains, des immeubles et les revendre à ceux qui souhaitent construire pour la collectivité notamment des logements sociaux.

Nous partageons le diagnostic de la nécessité d'une anticipation foncière pour maîtriser l'aménagement de notre territoire, favoriser l'habitat et le logement social, développer un tissu économique performant et préserver le cadre de vie des Girondins. Si nous adhérons à la création de l'outil, nous n'acceptons pas la nouvelle taxe «spéciale d'équipement» (TSE) que la majorité départementale souhaite établir à 4€30 en moyenne par Girondin.

Nous proposons que cette structure soit financée par la «cagnotte» que représentent les droits de mutation en Gironde (135 M€ en 2004 - 171M€ en 2007). En effet, il nous paraît logique et vertueux que l'impôt perçu sur les transactions immobilières alimente les acquisitions foncières futures.

Groupe Gironde Avenir :
05 56 99 35 40 / 57 87

DE LA CUPIDITÉ À L'IRRESPONSABILITÉ !

Une fois de plus, la crise financière actuelle témoigne à quel point nos économies reposent, non pas sur de savantes règles mathématiques, mais sur la confiance, avec toute la part d'irrationalité que cela induit. Depuis vingt ans, les crises financières ne cessent de se multiplier affectant par contagion les pays les uns après les autres. Mais tant que la première puissance économique du monde n'en souffrait pas, il semblait n'y avoir aucune bonne raison pour s'en inquiéter. À présent **Nicolas Sarkozy et plus largement la droite néolibérale découvrent soudainement l'intrinsèque instabilité de notre système !**

Une fois de plus, on va socialiser les pertes pour pouvoir continuer, demain, à privatiser les bénéfices. Il est à craindre que les bonnes résolutions prises durant la tempête soient oubliées avec la stabilisation de l'économie. L'État doit encore jouer les pompiers pour éteindre le feu allumé par la cupidité des banquiers et autres spéculateurs. Cette intervention est nécessaire pour éviter la contagion à l'économie réelle, **mais comment ne pas dénoncer qu'aux maux successifs ne soient jamais appliqués les bons remèdes ?**

Quelle que soit l'issue de cette crise, il faut s'attendre à des effets néfastes sur notre quotidien. On relève d'ores et déjà un renversement du marché de l'immobilier en Gironde. Les prix baisseront probablement sauf que le recours à l'emprunt devient bien compliqué ; la situation du logement ne risque pas de s'améliorer par le marché.

Toujours est-il qu'en matière de finances, la vigilance doit être de rigueur. **Yves Lecaudey, Vice-Président en charge des finances au Conseil Général, a toujours appelé à la prudence quant à la pérennité de l'emballement du marché de l'immobilier ces dernières années.** La manne financière perçue grâce aux droits de mutation montre ses premiers signes d'essoufflement. Philippe Madrelle et la majorité socialiste ont eu raison de ne pas engager d'investissements sur une ressource aussi incertaine. Cette vigilance assure la solidité des finances du département.

Nous restons attentifs aux évolutions de la crise et déterminés à poursuivre les investissements nécessaires à l'amélioration du quotidien des Girondins dans les domaines essentiels que sont l'éducation, le développement économique ou encore les transports. Forger une Gironde soucieuse du bien-vivre collectif, c'est garantir une Gironde plus forte.

Pour vous répondre, le Groupe Politique Socialiste du Conseil Général : 05 56 99 35 78

ALERTE SUR LES DÉPARTEMENTS

Le gouvernement, en accumulant les transferts de charges sur les départements, les contraignant à participer à d'énormes investissements en matière d'infrastructures d'envergure nationale, tout en réduisant ses dotations, intègre les collectivités à l'objectif européen de réduction des dépenses publiques. Dépossédées de leur autonomie

financière elles se trouvent privées des sources de financement nécessaires au fonctionnement des services publics de proximité et aux investissements sociaux, éducatifs et environnementaux.

Les Conseillers Généraux Communistes

Pierre AUGÉY Michel HILAIRE Jean-Jacques PARIS
Contact : groupe communiste 05 56 99 67 03